

[Text]

is a new child care initiative coming from the government, but we are concerned from the rumours we have heard about what it will contain and that it will be very limited. Again, child care is an essential element of women's equality, an essential to ending violence against women.

We would like to see this government institute a major campaign. Make the fight against violence against women a central priority of the government. In our view, that requires a U-turn in this government's attitudes and policies towards equality for women, and in fact toward social spending in this area.

In a recent talk show that the Prime Minister was on, in talking about the war in Iraq, he asked how one can afford not to deal with an aggressor. He asked: how can one say, I have to balance my budget in the morning?

We would say the same thing to Mr. Mulroney. We would like to hear the same thing about violence against women. When we are talking about eliminating violence against women, we do not want to hear about reducing the deficit. We want the Prime Minister himself to take more of an interest in this issue. We wish he were taking a lot less interest in the war in Iraq. We wish he would tell the people of Canada that when it comes to ending violence against women, this government is not going to worry about the deficit. This government is not going to worry about balancing the budget. This government is going to take all and every measure necessary, including standing up against anti-feminism and defending the women's movement. We wish he would take all and any measures necessary to end violence against women.

Now I would like to introduce Flora, who will talk in more detail about the situation in Quebec and the transition houses.

**Mme Flora Fernandez (coprésidente, Comité consultatif sur le statut de la femme):** Bonjour. Vous parlez des ressources des maisons d'hébergement. Vous en avez parlé dans votre mémoire. Vous dites que vous allez bientôt ouvrir cent nouvelles maisons d'hébergement pour répondre aux besoins de la population en matière de violence conjugale.

J'aimerais savoir s'il s'agit seulement de maisons d'hébergement ou s'il s'agit d'un budget adéquat pour le fonctionnement des maisons d'hébergement. Les maisons sont une chose, leur financement c'est autre chose. Voilà ma question. Je ne sais pas si vous pouvez me répondre tout de suite.

**The Chair:** No, I think this is your opportunity to make points to us.

**Mme Fernandez:** Au Québec, nous avons fait une étude économique. Chaque maison d'hébergement avait quinze places et avait besoin de 725,000\$ par année pour fonctionner.

Actuellement, au Canada, il y a trois sortes de maisons d'hébergement. Il y a des maisons satellites où les femmes séjournent entre un et trois jours; il y a les maisons de transition où les femmes entrent pour trois ou dix jours; enfin, il y a les maisons d'hébergement où l'accueil dure en moyenne un mois et demi.

[Translation]

intéresse en tant que sous-comité des femmes. Il semble que le gouvernement s'apprête à adopter de nouvelles mesures en matière de garderies mais d'après ce que nous avons entendu à ce sujet, ces mesures semblent avoir une portée restreinte, et c'est cela qui nous préoccupe. Là encore, les garderies constituent un élément essentiel de l'égalité des femmes, et joue un rôle essentiel quant à mettre un terme à la violence contre les femmes.

Nous aimerions que le gouvernement lance une grande campagne. Que le gouvernement adopte comme priorité la lutte contre la violence faite aux femmes. Nous estimons que cela exigerait un changement complet dans les attitudes et les politiques du gouvernement à l'égard de l'égalité des femmes et en fait, à l'égard des dépenses sociales dans ce secteur.

Lors d'une émission récente, le premier ministre parlait de la guerre en Iraq et a demandé: comment peut-on se permettre de ne pas réagir à un agresseur? Il a demandé: comment peut-on dire, il faut que mon budget soit équilibré demain matin?

Nous allons dire la même chose à M. Mulroney. Nous aimerions entendre la même chose quand il s'agit de la violence contre les femmes. Lorsque nous parlons de la lutte contre la violence faite aux femmes, nous ne voulons pas qu'on nous parle de la réduction du déficit. Nous voulons que le premier ministre s'intéresse personnellement davantage à cette question, et qu'il s'intéresse moins à la guerre en Iraq. Nous voudrions qu'il dise aux Canadiens que lorsqu'il s'agit de mettre un terme à la violence faite aux femmes, son gouvernement ne se préoccupe pas du déficit. Ce gouvernement ne se soucie pas d'avoir un budget équilibré. Qu'il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, et notamment se prononcer contre l'anti-féminisme et défendre le mouvement féministe. Nous voudrions qu'il adopte toutes les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la violence contre les femmes.

Je vais maintenant vous présenter Flora, qui parlera plus en détail de la situation au Québec et des maisons d'accueil.

**Mrs. Flora Fernandez (Co-President, Advisory Council on the Status of Women):** Hello. You were talking about the financing of transition houses. You have talked about this subject in your presentation. You said you would soon open 100 new transition houses in order to meet the needs of the population in the area of domestic violence.

I would like to know if you are talking only about transition houses or if you have a budget for the running of those houses. Houses are one thing, financing those houses is another one. That is my question. I do not know if you can answer me right away.

**La présidence:** Non, je pense que c'est à vous de formuler des observations.

**Mrs. Fernandez:** In Quebec, we made an economic study. Each transition house had 15 beds and needed 725,000\$ a year to function.

Right now, in Canada, there are three kinds of transition houses. There are satellite houses where women stay between one and three days; there are transition houses where the women stay between three and 10 days; finally, there are houses where they stay on the average a month and a half.